

10 octobre 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, sur les relations franco-espagnoles, les essais nucléaires, la préparation de la conférence euro- méditerranéenne et la prochaine rencontre entre M. Chirac et le Président Zeroual à New York, Madrid le 10 octobre 1995.

LE PRESIDENT.- Brièvement avant de répondre aux questions, je voudrais d'abord remercier l'Espagne de son accueil, sa Majesté le Roi qui nous a reçu hier et le Président du gouvernement et le gouvernement. J'ai constaté une fois de plus qu'il y a une vraie solidarité entre la France et l'Espagne, qui ne comporte aucun ferment de difficultés, et c'est très encourageant parce que notre rôle commun, notamment dans l'avenir des relations dans cette région du monde à la fois européenne et méditerranéenne, est tout à fait capital. Nous avons une vision qui est la même de l'Europe, de ses institutions, de son fonctionnement économique et monétaire, de l'élargissement nécessaire. Nous avons une vision commune des relations avec les voisins de l'Europe, qu'il s'agisse des pays de l'Europe centrale et orientale qui ont vocation à s'intégrer dans l'Europe, qu'il s'agisse de la Russie ou plus naturellement qu'il s'agisse du Sud, nos voisins du Sud. De ce point de vue la conférence de Barcelone devrait être, me semble-t-il, une date historique dans la vie d'une Europe qui s'élargit à l'est et au nord et qui renforce sa solidarité avec son environnement méditerranéen. Nous avons une vision commune en matière de sécurité, sécurité extérieure mais aussi sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme et une vision commune des problèmes liés à l'identité culturelle de l'Europe.

- A partir de là naturellement les relations sont extrêmement faciles et je m'en réjouis. Je terminerai avant de répondre aux questions qui seront posées au Président Gonzalez et à moi-même, en disant que l'Espagne a fait un très bon travail pour la première partie de la présidence espagnole et que je forme des vœux, qui ne sont pas nécessaires, mais qui sont sincères, pour la fin de la présidence espagnole et le succès de la conférence de Madrid.\

QUESTION.- J'aimerais demander à M. Chirac, mais j'imagine qu'il est las d'entendre cela tout le temps, car on nous a dit également que l'affaire n'est pas à l'ordre du jour, mais puisqu'il a l'occasion de s'expliquer aux citoyens espagnols qui manifestent dans la rue contre la politique nucléaire, j'aimerais qu'il explique le plus clairement possible à ces citoyens pourquoi il va falloir poursuivre les essais nucléaires. J'aimerais également poser une question au Président Gonzalez, en ajoutant que cela n'est pas non plus à l'ordre du jour, mais nous aimerions qu'il nous explique sa compréhension en ce qui concerne les essais nucléaires et je voudrais demander à notre Président qu'il nous dise quelles sont les réflexions qui seront faites en ce qui concerne la préparation du sommet de Madrid en matière d'emploi.

- LE PRESIDENT.- En ce qui concerne l'achèvement des essais nucléaires je voudrais rappeler simplement et rapidement deux ou trois choses. La France a interrompu ses essais nucléaires en avril 1992 alors qu'il lui restait sept à huit essais qui étaient nécessaires pour achever son

avril 1992 alors qu'il lui restait sept à huit essais qui étaient nécessaires pour achever son programme et assurer la sécurité, la sûreté et la fiabilité de son arme de dissuasion. Il était donc indispensable de les terminer sauf à conserver une incertitude sur l'avenir de notre capacité de dissuasion. Deuxièmement je voudrais rappeler que ces essais, tous les experts internationaux y compris les experts australiens et néo-zélandais qui sont allés sur place, n'ont aucune conséquence sur l'environnement. Il n'y a aucune dégradation de l'écologie. Troisièmement, je voudrais rappeler que la France a indiqué la première, qu'elle défendrait, à l'occasion de la négociation pour le traité d'interdiction des essais nucléaires qui doit être conclu dans le courant de l'année prochaine, l'option zéro et cela est un aspect des choses que l'on n'a peut être pas assez souligné car la discussion était engagée sur le niveau en dessous duquel les essais pouvaient être autorisés. Ce qui veut dire, en clair, que certains imaginaient que l'on pouvait essayer de mettre au point de nouvelles technologies et de nouvelles armes, petites, aujourd'hui inconnues mais qui seraient extrêmement dangereuses. La France a indiqué clairement qu'ayant terminé ses essais et assuré la sécurité des armes de dissuasion qui sont les siennes, elle s'opposerait en plaidant pour l'option zéro contrôlée sur les sites à toute expérimentation nouvelle pour éviter que de nouvelles armes beaucoup plus petites ne viennent enrichir les possibilités de guerre, ce qui serait très dangereux.

- Voilà l'ensemble de la position française. On retient l'aspect médiatique sous l'impulsion de quelques organisations internationales, dont je ne suis pas sûr, que les motivations soient tout à fait sereines. On ne retient pas le fond des choses, qui est la sécurité de nos armements de dissuasion d'une part, que la France a été le premier pays à prendre dans le monde une position d'interdiction totale des essais nucléaires dans l'avenir.\

M. GONZALEZ.- Je voudrais simplement vous rappeler que le gouvernement espagnol avait adopté une certaine position et nous ne voulons absolument pas nous laisser entraîner par un courant psychologique et qui crée des émotions dans bien des secteurs de l'opinion publique, que nous voulons agir sérieusement en tant que Président de l'Union européenne, ce qui implique entre autre de tenir compte du respect de la solidarité entre les différents pays de l'Union européenne. Avant la conférence de presse je vous ai déjà prévenu que ce point ne figurait pas à l'ordre du jour, que par conséquent, étant donné qu'il y a un grand nombre de questions intéressantes qui figurent à l'ordre du jour, je voudrais peut-être revenir sur ces points-là. Par conséquent je ne vais pas me laisser entraîner par des émotions que je comprends tout à fait, en ce qui concerne ce que ressent l'opinion publique, et je vais maintenir la même position qu'à maintenue le gouvernement d'ailleurs dès le début. Nous avons parlé du problème de l'emploi en ce qui concerne le sommet de Madrid. C'est le principal problème auquel doit faire face l'Union européenne, non seulement pour le Sommet de Madrid, mais également pour l'avenir, et bien entendu nous devons indiquer ce que seront probablement les excellents résultats du Sommet de Madrid en fonction des travaux qui sont effectués à l'heure actuelle.

- Nous avons d'une part, l'engagement des quinze états membres de l'Union, c'est-à-dire de présenter les projets pluriannuels de politique dans le domaine de l'emploi suivant les indications qui avaient été décidées à Essen et pour la première fois il y a un engagement également de façon à ce que les ministres du travail et des affaires sociales, de l'économie et des finances et de la commission présentent un plan d'emploi qui pourrait servir d'orientation à l'ensemble de l'Union européenne. En d'autres termes nous sommes passés de la phase de délibération et d'échanges de point de vue et d'expériences et des discussions entre nous en ce qui concerne ce problème et nous en sommes arrivés à une phase qui sera beaucoup plus opérationnelle avec des orientations beaucoup plus claires également en matière de politique de l'emploi.

- C'est quelque chose que l'on exigeait. Il fallait qu'il y ait une politique qui complète les autres politiques économiques et monétaires de l'Union.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République française, vous avez beaucoup insisté sur cette vision euro-méditerranéenne. Vous en avez parlé avec le Président Gonzalez. Vous en avez parlé avec le Président Ben Ali, avec le Roi du Maroc et j'imagine que vous en parlerez avec le Président Zeroual que vous rencontrerez prochainement à New York. A ce propos vous n'êtes pas sans savoir que cette rencontre suscite en France un certain nombre de commentaires.

Certains se demandent si dans le contexte politique actuel et dans le contexte électoral algérien, cette rencontre ne présente pas plus d'inconvénients que d'avantages ?

- LE PRESIDENT.- Il s'agit encore d'un sujet qui n'était pas à l'ordre du jour. Alors, je vais demander au Président Gonzalez s'il m'autorise à répondre.

- M. GONZALEZ.- Bien sûr, vous pouvez faire ce que vous voulez, même de ne pas répondre.

- LE PRESIDENT.- Les réunions de New York ont traditionnellement pour avantage de permettre aux chefs d'Etat de se rencontrer facilement. C'est ainsi que j'ai rendez-vous avec un certain nombre de chefs d'Etat, déjà une dizaine ou une douzaine, et dans ce contexte le Président Zeroual m'a demandé un rendez-vous. J'en ai accepté le principe. Pour tout dire, les dates ne sont pas fixées et la chose n'est pas encore réglée, mais j'en ai accepté le principe.

- Pourquoi ? Parce que dans la situation où se trouve aujourd'hui l'Algérie, je souhaite entendre ce qu'il a à me dire. Je ne peux pas me contenter, pour porter un jugement, des commentaires. Et d'autre part, parce que nous sommes à la veille d'une élection et donc, on peut le penser, d'un processus qui va se développer, et s'agissant d'un pays qui nous est très proche, moi j'ai des choses à lui dire.

- Qu'est-ce que j'ai à lui dire ? D'abord, qu'il n'y aura pas de solution au problème algérien tel que nous l'observons qui ne soit politique. Je n'ai naturellement aucune intention de faire la moindre ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie, mais il est dans mon devoir d'indiquer au Président Zeroual que la solution ne peut être que politique, c'est-à-dire qu'elle ne peut qu'être fondée sur un dialogue avec l'ensemble de ceux qui, en Algérie, récusent la violence et qui sont nombreux, probablement l'immense majorité. Que d'autre part le premier pas qui a été décidé concerne les élections présidentielles, mais que le pas essentiel c'est de constituer une majorité en Algérie et donc de faire des élections législatives libres, démocratiques et surtout le plus vite possible. Et à partir de là on peut imaginer qu'un processus démocratique se renforce et que la paix civile revienne en Algérie.

- Voilà le message que je voudrais faire passer au Président Zeroual et à travers lui à tous les Algériens, en lui indiquant que la France sera toujours aux côtés de l'Algérie, aux côtés du peuple algérien, mais dans la mesure naturellement où sera rétablie une démocratie moderne et viable.

- M. GONZALEZ.- Je voudrais ajouter que je me suis engagé également à rencontrer le Président Zeroual pendant la réunion de New York, nous avons exactement la même intention, je crois que c'est le bon moment pour poursuivre notre dialogue qu'il n'y ait pas d'interruption du dialogue.\

QUESTION.- J'ai des questions pour le Président de la République et pour le Président du gouvernement espagnol. Pour le Président du gouvernement espagnol j'ai une question :

- Les pays qui assisteront à la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone et il y en a quinze, les quinze pays de l'Union européenne et les douze pays riverains de la rive sud de la Méditerranée. Il y aura également des invités de la Présidence et parmi ces invités, il y aura probablement les Etats-Unis, la Russie et les pays de l'Est.

- Je suis désolé de revenir à nouveau sur les essais nucléaires. Du 18 au 30 septembre, il y a eu une mission d'experts de l'Union européenne qui est allée au Pacifique et, à son retour, lors d'un rapport, ils ont dit au Président de la Commission, Jacques Santer, qu'ils n'ont pas pu travailler, qu'ils ne pouvaient pas faire part de leur opinion parce qu'ils n'ont pu accéder aux installations qu'ils souhaitaient visiter. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi il existe ce manque apparent de la part des autorités françaises et si ce manque de coopération n'est pas une contradiction par rapport au traité Euratom ? Merci.

- M. GONZALEZ.- Je vais commencer, étant donné que la première question m'était adressée. Lors de la réunion de Formentor, même s'il s'est agi d'une rencontre informelle, on n'a pas tiré de conclusions. Nous étions tous là d'accord sur le fait que la Conférence de Barcelone serait une réunion de quinze pays plus douze. Donc il n'y a absolument aucun élément qui vienne s'ajouter à cette réflexion. C'est une réunion de quinze plus douze. Il y a une seule exception, à savoir la possibilité de la Mauritanie, puisque c'est un pays qui fait partie du Maghreb. Mais il n'y a aucune autre exception, je le répète à nouveau.

- LE PRESIDENT.- Sur le deuxième point, je voudrais indiquer à celui qui a posé la question, que

son information me semble insuffisante. Je ne crois pas du tout que la Mission se soit plainte de quoi que ce soit puisqu'elle a reconnu que la transparence était totale, indépendamment naturellement de l'accès aux informations strictement militaires dont chacun comprendra qu'elles ne soient pas communiquées. Mais je crois que vous faites plutôt allusion à une déclaration, à mes yeux dépourvue de tout fondement, émanant d'un commissaire, à Bruxelles, et non pas du tout de la Mission.\

QUESTION.- Juste à ce propos une incidente. On a pu lire dans la presse espagnole que le gouvernement envisagerait de ne pas prêter Guernica, le tableau, au musée Pompidou, justement pour manifester en quelque sorte sa mauvaise humeur face de ces états d'esprit. C'était dans le quotidien El País.

- M. GONZALEZ.- Nous n'avons jamais pensé à mettre les deux choses en rapport. Non e e verro ma ben trobato. Nous avons les experts, les spécialistes. Cela ne figurait pas à l'ordre du jour non plus mais les experts sont en train d'étudier la situation dans laquelle se trouve justement ce tableau. Nous avons fait un seul transfert depuis le premier site où il se trouvait ici jusqu'à un musée qui se trouve à environ 600 ou 700 mètres. C'est tout. Et pour ne pas avoir à nouveau à emballer le tableau, on a fait une opération vraiment compliquée, donc il n'y a pas d'autre limitation pour nous. Mais ça n'a rien à voir avec les essais nucléaires et la seule limitation ce sont les conditions du tableau et il faudrait savoir si le tableau pourrait résister à un transport de ce type ou pas. Mais nous le ferons toujours en pensant à l'amitié et à la solidarité et tout particulièrement dans ce cas-là.\

QUESTION.- Compte tenu de l'accord qui a été signé au cours du sommet, je voudrais savoir quelles sont les priorités que l'Etat français accorde à la connexion avec l'Espagne avec le tronçon de voies ferrées entre Perpignan et Figeras. De toute façon, pour des raisons de sécurité, je crois que quelquefois les liens deviennent de plus en plus difficiles. Je voudrais savoir si la France va continuer sa politique en matière de contrôle aux frontières, et au Président Gonzalez, je voudrais lui poser une question : quelle est la priorité que le gouvernement espagnol accorde également à ces travaux ferroviaires de TGV étant donné que dans le débat de politique interne le parti populaire pense que ce sont des travaux qui ne sont absolument pas urgents et qu'il ne faudrait pas faire immédiatement ?

- M. GONZALEZ.- Pour nous, cette question est prioritaire parce que nous nous sommes mis d'accord là-dessus avec l'Union européenne, c'est l'un des 14 projets que l'on considère comme étant prioritaires et que l'Union européenne considère comme étant prioritaires. Notre position consiste à ne pas essayer de fixer des dates au cas où il y aurait un décalage quelconque en ce qui concerne les dates, et qu'il y aurait des frustrations donc qui se créeraient ainsi, nous croyons que pour 2002 probablement qu'une partie des travaux aura déjà été faite. Pour l'an 2004 je crois que nous aurons déjà achevé le tronçon que nous devons construire. Ce sont de simples orientations. Si en 2003 la première partie des travaux n'est pas achevée on ne pourra pas dire que nous n'avons pas respecté nos engagements, c'est simplement une simple réflexion qui sert d'orientation.

- LE PRESIDENT.- Oui, je ... tout à fait du point de vue français ce que vient de dire le Président Felipe Gonzalez. S'agissant des contrôles aux frontières, vous savez parfaitement que nous sommes dans un temps malheureusement où il y a du terrorisme, parfois alimenté par des trafics de drogue, contre lesquels il faut également réagir, ce qui a conduit la France à renforcer les contrôles qu'elle exerce aux frontières. Mais bien entendu, je souhaite que l'évolution des choses nous permette de revenir à une situation plus facile. Nous appliquerons les accords de Schengen notamment, dans toute la mesure où un certain nombre de problèmes en terme de contrôle aux frontières auront été réglés, qui ne le sont pas encore.\

QUESTION.- Je voulais poser une question aux deux Présidents en ce qui concerne le problème de l'ex-Yougoslavie. Je voulais savoir si vous avez évalué ce cessez-le-feu dont parlaient les Etats-Unis, croyez-vous que cela pourrait se faire dans un futur proche ?

- Je voulais également poser une question au Président Gonzalez. Vous savez M. Gonzalez qu'hier il y a eu un tremblement de terre dans mon pays le Mexique. Je voudrais savoir si les autorités espagnoles se sont mises en contact avec les autorités mexicaines et quelle est

autorités espagnoles se sont mises en contact avec les autorités mexicaines et quelle est l'évaluation que vous en faites. Est-ce que l'on a prévu d'envoyer, par exemple, des denrées alimentaires ?

- LE PRESIDENT.- S'agissant du cessez-le-feu en Bosnie, je suis relativement optimiste. Je pense effectivement que nous devrions pouvoir le mettre en oeuvre dans les jours qui viennent.

- Je profite de cette occasion pour rendre un hommage particulier aux soldats espagnols qui ont servi là-bas dans le cadre de la FORPRONU et qui ont fait un travail tout à fait remarquable, notamment dans un certain nombre de circonstances en liaison avec des soldats français.

- M. GONZALEZ.- Je suis tout-à-fait d'accord avec l'analyse sur l'ex-Yougoslavie. Je crois que le retard en ce qui concerne le cessez-le-feu ne va être que de quelques heures simplement. Mais je dois dire que je suis un petit peu moins optimiste en ce qui concerne le fait que cela va vouloir dire que nous sommes passés à une étape totalement différente. C'est un pas en avant très important, mais je crois qu'il y a encore beaucoup de problèmes à résoudre.

- En second lieu en ce qui concerne le tremblement de terre, je pense précisément parler au Président mexicain, à Séville, vers midi étant donné le décalage horaire, et comme toujours naturellement nous mettrons en route les mécanismes de coopération, de collaboration et de solidarité. Nous avons un dispositif prévu pour cela à partir des demandes qui nous seront faites par les Mexicains.\

QUESTION.- Je ne voudrais pas faire un tableau catastrophique de la situation actuelle en France mais le jour d'aujourd'hui n'est pas très bon. C'est vrai qu'il y a une grève générale, il y a des milliers de fonctionnaires qui manifestent dans les rues, apparemment il y a une incidence très forte de la grève. La popularité du Président Chirac est en train de tomber très vite. Il y a des bruits en ce qui concerne la démission de M. Juppé. Il y a la dévaluation du franc sur les marchés internationaux avec une intervention de la Banque de France pour soutenir le franc. Par conséquent je voudrais demander à M. Chirac qu'il fasse un commentaire sur l'actualité d'aujourd'hui en France et j'aimerais que l'on regarde un petit peu vers l'avenir. Je voudrais savoir si M. Chirac pense que les critères de convergence requis par l'Union européenne ne permettront pas à la France d'entrer dans l'UEM ?

- LE PRESIDENT.- Sur la première partie de la question, cher monsieur, je vous dirais que cela fait longtemps que j'exerce des responsabilités politiques et j'ai toujours, toujours et sans exception, pratiqué une règle qui consiste à ne faire aucun commentaire sur les problèmes intérieurs français quand je suis à l'extérieur du territoire national et ce n'est pas aujourd'hui, quel que soit le caractère sympathique de votre question, ce n'est pas aujourd'hui que je vais faire une dérogation.

- Alors en revanche la dernière partie de votre question appelle de ma part une réponse : oui j'ai la conviction sans aucune réserve que la France remplira les critères de convergence lorsqu'il s'agira de la date prévue pour l'entrée en oeuvre de l'Union économique et monétaire.\

QUESTION.- On a parlé de la collaboration en matière de terrorisme au cours de ce sommet. Je voudrais savoir si à un moment ou à un autre on a abordé la question des GAL ?

- Ensuite une question au Président de la République tout particulièrement, je voudrais savoir s'il peut nous dire comment on ressent en France toutes les informations qui viennent d'Espagne en ce qui concerne une liaison avec des Français en France ? Donc une connexion française pour le GAL ?

- M. GONZALEZ.- Cela n'a pas été à l'ordre du jour, nous n'avions pas du tout l'intention de parler de cela naturellement au cours du sommet. Je voudrais affirmer ce qu'affirmait le Président Chirac tout à l'heure, c'est-à-dire que je ne fais jamais de commentaire sur la politique intérieure lorsqu'on est sur la politique extérieure, parfois je fais des commentaires en matière de politique intérieure quand je suis à l'étranger, mais en fait on n'a pas parlé de cela et je voulais le dire.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai aucun commentaire à faire sur ce problème qui n'a pas été évoqué lors de nos entretiens.\

QUESTION.- Est-ce que la Conférence de Barcelone sera une conférence strictement euro-méditerranéenne, c'est-à-dire sans observateurs, par exemple américains ou russes ?

- LE PRESIDENT.- Cette question a été posée à Majorque, comme tout à l'heure le Président du gouvernement l'a rappelé et la décision qui a été prise c'est une conférence qui regroupe les 15 européens, les 12 pays méditerranées plus la Mauritanie parce que c'est un morceau du Maghreb en réalité, et c'est à ce titre qu'elle devrait figurer et ceci en l'absence de tout autre participant.

- Je crois que l'ambition de la Présidence espagnole, mais le Président le dira mieux que moi, ce n'est pas de faire une grand-messe internationale, une de ces réunions diplomatiques certes sympathique mais pas très efficace. L'ambition de la Présidence espagnole c'est de faire un premier pas pour affirmer qu'il y a une solidarité euro-méditerranéenne qui ait une dimension importante dans la construction européenne. Ce pas peut être aujourd'hui franchi notamment parce qu'au Sommet de Cannes et en accord complet avec l'Espagne, nous avons pu décider que dorénavant l'Europe affecterait des fonds importants pour la coopération avec les pays méditerranéens. Nous avons donc des moyens et une volonté. Je le répète, il ne s'agit pas de faire une grande messe diplomatique, il s'agit de faire un premier pas dans la solidarité euro-méditerranéenne avec pour objectif d'assurer la paix, la stabilité et le développement de cette région.\